

**Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
commun aux lots 1, 2 et 3**

OBJET : Prestations d'entretien des espaces extérieurs au profit des unités soutenues par le Groupement de Soutien Commissariat (GSC) de Montauban.

- **LOT n°1** : Entretien des espaces extérieurs du 9^{ème} régiment du soutien aéromobile (9^{ème} RSAM) à Montauban dans le Tarn et Garonne (lot réservé)
- **LOT n°2** : Entretien des espaces extérieurs des sites du 17^{ème} régiment du génie parachutiste (17^{ème} RGP), du groupement de soutien Commissariat (GSC) de Montauban, du 31^{ème} régiment du génie (31^{ème} RG), du centre d'instruction d'école de conduite (CIEC) et du Centre de ravitaillement des essences (CRE) à Castelsarrasin dans le Tarn et Garonne
- **LOT n°3** : Entretien des espaces extérieurs du centre de formation initiale des militaires (CFIM), de la 11^{ème} Brigade parachutiste (BP), du 6^{ème} régiment parachutiste et d'infanterie de la marine (6^{ème} RPIMa) situés à Caylus dans le Tarn et Garonne et de la Délégation militaire de la Défense 46 (DMD 46) situé à Cahors dans le Lot

Numéro de consultation : DAF_2024_001466

1	OBJET DU MARCHÉ	5
2	Allotissement et lieux d'exécution des prestations	5
3	Documents de references	7
4	OBLIGATION DU TITULAIRE	8
4.1	Généralités	8
4.2	Obligation de résultat	9
4.3	Performance environnementale	9
4.4	Produits phytosanitaires	9
4.5	Traitement des déchets	10
5	Modalités d'exécution des prestations	11
5.1	Prestations continues exécutées au forfait annuel	11
5.2	Prestations ponctuelles exécutées à la demande	11
6	DESCRIPTION DES PRESTATIONS	11
6.1	Abattage d'arbres et évacuation	12
6.2	Balayage et nettoyage des abords de bâtiments, des allées	12
6.3	Broyage des parties planes et des talus et fossés	12
6.4	Broyage et fauchage des merlons et buttes	12
6.5	Déboisement par zone avec évacuation	13
6.6	Déboisement par zone avec stockage	13
6.7	Débroussaillage	13
6.8	Désherbage	14
6.9	Dessouchage, évacuation de la souche et nivellement	15
6.10	Dévitalisation d'une souche d'arbre	15
6.11	Élagage	15
6.12	Entretien des fossés	16
6.13	Entretien des massifs	16
6.14	Entretien et tailles des arbustes	16
6.15	Fauchage ou entretien des surfaces de prairies	16
6.16	Ramassage de feuilles mortes, aiguilles de pins et autres	17
6.17	Recalibrage de haie	17
6.18	Régénération d'un terrain de rugby	17
6.19	Taille des haies	17
6.20	Taille de sécurité	18

6.21 Tonte des zones engazonnées	18
6.22 Taille de végétation grimpante	18
6.23 Entretien des 11 fermes hébergeant les troupes de passage	18
6.24 Entretien des 2 granges majeures (bâtisses servant d'abris ponctuels aux troupes de passage)	18
6.25 Entretien des 15 bergeries (bâtisses servant d'abris ponctuels aux troupes de passage)	19
6.26 Entretien de 4 bâtisses du patrimoine	19
6.27 Entretien village de combat (bâtisses servant d'abris ponctuels aux troupes de passage)	19
6.28 Entretien des Coupe-feu (CF) circulaire	19
6.29 Entretien des Pare-feu (PF)	19
6.30 Entretien des pistes incendie	20
6.31 Entretien des routes	20
6.32 Entretien des 2 relais de transmission DIGICOM (antenne relais et bâtiment technique)	20
6.33 Clause d'urgence	21
6.34 Rabattage d'arbres	21
6.35 Entretien et tailles des rosiers	21
6.36 Entretien du ruisseau : Quartier Vergnes	21
6.37 Suppression d'une branche de fort diamètre	22
6.38 Prestations complémentaires	22
7 EXIGENCES ET CONTRAINTES PARTICULIERES	22
7.1 Clauses générales d'exécution des prestations	22
7.2 Exigences du personnel	22
7.3 Horaires de travail	23
7.4 Contraintes opérationnelles	23
7.5 Protection contre les incendies	23
7.6 Consigne de sécurité pyrotechnique	24
7.8 Hygiène/sécurité et conditions de travail	24
7.9 Modalités spécifiques d'exécution des prestations	26
7.10 Locaux et lieux de stockage	27
7.11 Installation et fin des prestations	27
8 REUNIONS, CONTROLES ET VERIFICATIONS DES PRESTATIONS	29
8.1 Réunions	29
8.2 Surveillance technique	29
8.3 Calendriers prévisionnels	29
8.4 Pendant la période de préparation	30
8.5 En cours d'exécution	30

8.6 Après achèvement des prestations	30
8.7 Contrôles	30
9 ANNEXES	31

PREAMBULE :

L'entretien des espaces extérieurs tel que spécifié au sein de ce cahier est qualifié d'écologique et différencié. En effet, afin de contribuer à l'amélioration paysagère et de limiter les nuisances environnementales apportées par la gestion des espaces extérieurs, les opérations à mener au titre de l'exécution des prestations relèvent de ces deux principes :

- 1 - Différenciation de l'entretien des espaces en fonction de leur vocation (plusieurs niveaux d'entretien plus ou moins interventionnistes) ;
- 2 - Entretien selon les principes de génie écologique : il s'agit de mener un entretien qui permette de limiter les interventions et le recours à des intrants phytosanitaires et de favoriser l'expression de la biodiversité tout en maîtrisant l'aspect visuel.

Pour résumer les objectifs de la gestion écologique et différenciée sont les suivants :

- * La qualité paysagère de l'ensemble du (des) site(s) ;
- * La préservation de l'environnement et la restauration de la biodiversité ;
- * La préservation des eaux souterraines ;
- * La stabilisation voire la diminution des coûts de gestion des espaces verts.

1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) a pour objet de préciser les exigences techniques relatives à l'entretien des espaces extérieurs au profit des sites soutenus par le Groupement de Soutien Commissariat (GSC) de Montauban.

Codes CPV : 77310000-6 « réalisation et entretien d'espaces verts ».

2 ALLOTISSEMENT ET LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le présent CCTP concerne les lot 1 à 3 du DAF_2024_001466 (le lot 4 a un CCTP spécifique) et les lieux d'exécution sont les suivants :

LOT 1 : Entretien des espaces extérieurs du 9^{ème} régiment du soutien aéromobile (9^{ème} RSAM) à Montauban dans le Tarn et Garonne.

- Le quartier du Capitaine Vergnes situé au 700 avenue de Nègrepelisse à Montauban comprenant :
 - le 9^{ème} RSAM ;
 - le détachement du 3^{ème} RMAI ;
 - les sections techniques de la DMAE (ETIAH) et de la SIMMT (SETMPL) (environ 28 hectares 50 soit 285 454 m²).
 - un bâtiment de logement EVAT du détachement du 3^{ème} RMAI situé rue Maurice Delpouys à Montauban (environ 2 500 m²) ;
 - la zone de parking des aéronefs du 9^{ème} RSAM sur l'aérodrome de Montauban située rue Maurice Delpouys (environ 5 000 m²).

LOT 2 : Entretien des espaces extérieurs des sites du 17^{ème} régiment du génie parachutiste (17^{ème} RGP), du groupement de soutien Commissariat (GSC) Montauban, du 31^{ème} régiment du génie (31^{ème} RG), du centre d'instruction d'école de conduite (CIEC) et du Centre de ravitaillement des essences (CRE) à Castelsarrasin dans le Tarn et Garonne.

- Le 17^{ème} RGP qui comprend des espaces verts dans plusieurs zones.

Une zone sous la responsabilité du Service du Commissariat des Armées :

- Quartier Doumerc situé au 1er bataillon de choc à Montauban (82000)
- Zone technique (SEITA) située à environ 200 mètres du quartier Doumerc. Cette zone comprend divers espaces verts ainsi qu'une double voie ferrée désaffectée.

- Quai en bout de « Bas-Pays » situé au 31-32 rue du docteur Labat à Montauban.

Une zone sous la responsabilité du SID :

- Champ de tir de Montech, situé à 15 kilomètres de Montauban au lieu-dit forêt domaniale d'Agre à Montech (82125). Il est intégré à une forêt domaniale appartenant à la ville de Montech. Il est utilisé par divers établissements militaires ;
- Terrain de manœuvre de Montbeton, situé à 10 kilomètres de Montauban au lieu-dit Moulin à vent à Montbeton (82124) ;
- Champ de tir de Bas Pays situé au lieu-dit Bas-pays sud, chemin vicinal 14 à Montauban.

➤ Le Caserne Guibert située 13 Avenue du 11^e Régiment d'Infanterie à Montauban

➤ Le Quartier Pomponne situé 251 Avenue Jean Moulin à Montauban

➤ La Villa le logis aux Albaredes à Montauban situé au 381 avenue des Albarèdes à Montauban

➤ Le 31^{ème} RG qui comprend des espaces verts dans plusieurs zones

Une zone sous la responsabilité du SCA :

- La Caserne Marescot située 323 route de Gandalou à Castelsarrasin (82100),
- Le quartier Lavalette situé route de Gandalou à Castelsarrasin (82100),
- L'école des ponts située au lieu-dit Lavalade, route Barthes à Castelsarrasin (82100),
- Le Merdailloux (petit ruisseau) situé devant le quartier Lavalette.

Une zone sous la responsabilité du SID :

- L'alluvion de Laronne rive droite situé au lieu-dit Laronne à Moissac. Les rives de la Garonne sont classées Natura 2000,
- L'alluvion Robison situé à Escatalens. Les rives de la Garonne sont classées Natura 2000,
- Le champ de tir situé au lieu-dit Lizoun à Cordes Tolosannes (82700), classé Natura 2000.

➤ Le CIEC de Castelsarrasin quartier Arseguet situé au 3758 route de Lafrançaise à Castelsarrasin (82100).

➤ Le CRE à Castelsarrasin Parc 1 situé D813 - 1774 route de Toulouse - 82100 Castelsarrasin

- Particularités :

Lors des interventions pour les prestations à la demande concernant le parc n°1 du CRE, le titulaire doit obligatoirement informer les organismes ci-dessous afin d'accéder aux sites :

Échelon Territorial du Service de l'Énergie Opérationnelle (ETSEO) de Bordeaux :

au 05.57. 85.34.35 ou par mail david.paineau@intradef.gouv.fr

ou au 05.57.58.34.34 ou au 06 25 37 25 10 ou par mail pascal.pelao@intradef.gouv.fr ;

LOT 3 : Entretien des espaces extérieurs du centre de formation initiale des militaires (CFIM), de la 11^{ème} Brigade parachutiste (BP), du 6^{ème} régiment parachutiste et d'infanterie de la marine (6^{ème} RPIMa) situés à Caylus dans le Tarn et Garonne et de la Délégation militaire de la Défense 46 (DMD 46) situé à Cahors dans le Lot.

➤ Le CFIM, 11^{ème} BP, 6^{ème} RPIMa qui comprend des espaces verts dans plusieurs zones.

Une zone sous la responsabilité du Service du Commissariat des Armées :

- Camp bâti situé au camp du LCL Normand à Caylus (82160), environ 47 ha,
- ADC Gilles situé avenue du Général Delstrain à Saint Pierre de Livron (82160), environ 2 ha,
- Cité Del Bosc situé côte de Saint Martin à Caylus (82160),
- Résidence chef de corps située route de Saint Livron à Saint Pierre de Livron (82160) ;

- 2 sites d'antenne DIGICOM 7 (2 ha).

Une zone sous la responsabilité du Service d'Infrastructure de la Défense (SID) :

- 11 fermes (80ha),
- 8 granges et 9 bergeries (20 ha),
- 1 village de combat (12ha),
- 4 sites « patrimoines » (4ha),
- Des coupe-feux circulaires (124 ha),
- Des pare-feu (111 ha),
- Des pistes incendie (44 km),
- Des routes (63 km),
- Les zones forestières.

➤ La délégation militaire de la Défense 46 (DMD 46) situé Caserne Bessière située au 226 rue de la Barre à Cahors : zone sous la responsabilité du SCA.

• Particularités :

Le camp LCL Normand de Caylus a une superficie de 5 550 hectares. Il possède des polygones de tir, des camps de manœuvre, des fermes, des coupe-feux circulaires, des pare-feux, des pistes incendie et des routes. Ce camp est vaste et isolé. De ce fait, le titulaire responsable des prestations doit avoir une capacité de réaction très rapide afin de ne pas mettre en péril la sécurité des tirs (incendie), avec une connaissance accrue du terrain (centaine de kilomètre de piste dans le camp).

Le dépôt de munitions étant classé en zone pyrotechnique, il est nécessaire d'établir un plan de prévention annuel avec présence **OBLIGATOIRE** de la CNI des personnels susceptibles de pénétrer dans le dépôt de munitions.

Il y a plusieurs zones pyrotechniques :

Zone verte - *risque pyrotechnique faible voir nul* :

Les travaux d'entretien et d'amélioration peuvent être réalisés sans mesure préalable particulière. Ces zones sont, à priori, sans aucune pollution pyrotechnique avérée. Toute découverte de munition serait fortuite.

Zone orange - *risque pyrotechnique possible* :

Ces zones englobent les gabarits de champs de tir. En cas d'erreur de trajectoire, des munitions actives non explosées pourraient se trouver dans ces zones (munition n'ayant pu être retrouvée pour destruction).

Les travaux ne peuvent être réalisés qu'après reconnaissance visuelle et dépollution en cas de découverte d'engins non explosés.

Dans cette zone, il n'y aura aucun travail agressif du sol et du sous-sol.

Zone rouge - *risque pyrotechnique avéré* :

Il n'y aura pas de travaux dans ces zones (ancien réceptacle ou zones d'objectifs actuel).

Dans les prairies, les zones forestières et autour des fermes et des granges, le terrain est très pierreux.

3 DOCUMENTS DE REFERENCES

Le titulaire est tenu de respecter l'ensemble des directives européennes, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires et tous textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution de chaque accord-cadre, pour autant qu'ils soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles. Le titulaire doit appliquer intégralement les dispositions du code du travail en vigueur au moment de l'exécution des prestations, notamment les dispositions de la partie 4 (Santé et sécurité au travail) dans sa dernière version.

Le titulaire est tenu d'observer, outre les spécifications du présent CCTP, les prescriptions légales ou réglementaires en vigueur, telles que la normalisation et le code de la commande publique.

Le titulaire a obligation de prendre en compte :

- ✚ Le Code du travail.
- ✚ Le Code rural et de la pêche maritime.
- ✚ Le Code forestier.
- ✚ Le Code de l'environnement.
- ✚ Le Référentiel R1-1105 ECOCERT.
- ✚ Le Loi n°99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole.
- ✚ Le Loi n° 2014-110 du 6 février 2014 (dite loi Labbé) et son article 68 modifié, visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national.
- ✚ La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 (Loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte).
- ✚ La loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 (Loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages).
- ✚ L'Article L253-7 du code rural et de la pêche maritime
- ✚ L'Arrêté préfectoral du 12 juillet 2018 relatif au débroussaillage réglementaire en lien avec la prévention incendies dans le département du Tarn et Garonne.
- ✚ Le Règlement (CE) n° 66/2010 du 25 novembre 2009 relatif à l'Ecolabel européen.
- ✚ Les Règles générales de la marque NF Environnement révision 6 approuvée par l'AFNOR le 03 février 2011.
- ✚ Le Décret n° 92-158 du 20 février 1992 complétant le code du travail et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.
- ✚ L'arrêté ministériel du 19 octobre 2020 relatif aux mesures visant à éviter l'introduction et la propagation dans l'UE de *Xylella fastidiosa*.
- ✚ L'arrêté ministériel du 22/12/2015 relatif à la lutte contre le chancre coloré du platane.
- ✚ L'Instruction technique DGAL/SDQSPV/2019-531 du 10/07/2019 précisant le protocole d'intervention sanitaire sur les palmiers infectés par le charançon rouge du palmier.
- ✚ L'avis du 11/04/2013 et rapport de mars 2013 de l'Agence Nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) relatif aux « Méthodes alternatives au traitement chimique des processionnaires du pin et du chêne en conditions urbaines »
- ✚ Toutes nouvelles normes, qui apparaîtraient au cours de l'exécution du contrat, à la place ou en plus de celles citées au contrat.
- ✚ Toutes autres normes que celles citées au contrat, et qui présenteraient un intérêt vis à vis des prestations contractuelles.

La liste ci-dessus n'est pas exhaustive et doit le cas échéant être mise à jour par chaque titulaire au vu des modifications intervenant postérieurement à l'émission du présent document. Les prestations à réaliser doivent l'être conformément aux normes homologuées françaises ou européennes. Le titulaire s'engage à respecter les normes en vigueur ou à venir pendant la durée de chaque marché.

Le titulaire doit informer et faire bénéficier l'administration sur toute nouveauté ou évolution des normes ou de la réglementation relative aux prestations en précisant les références des textes et leur origine dont le titulaire adresse une copie par courrier/mail à l'administration.

4 OBLIGATION DU TITULAIRE

4.1 Généralités

D'une manière générale, le titulaire s'engage à effectuer toutes les prestations d'entretien dans le respect des règles de l'art de la profession.

Le titulaire prend à sa charge les moyens humains, matériels et tous les produits nécessaires à l'exécution des prestations.

Par ailleurs, il s'engage à mettre en place les mesures de sécurité nécessaires pour prévenir tout risque d'accident, notamment ceux liés au trafic routier (signalisation linéaire des ouvrages, des personnels et des matériels) et à

prendre toutes les mesures collectives et individuelles pour occasionner le moins de gênes possibles aux usagers et riverains.

Le titulaire a un devoir de conseil et ne doit pas hésiter à signaler au(x) bénéficiaire(s) tous végétaux atteints par une maladie et proposer un traitement curatif.

4.2 Obligation de résultat

Chaque accord-cadre est soumis à obligation de résultat.

L'ensemble des spécifications techniques ci-dessous détermine le résultat à atteindre par le prestataire.

A ce titre, il s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires et exigés par la profession, pour l'obtention du résultat décrit ci-dessous, pour chaque opération d'entretien. Les éléments contenus dans le présent document constituent un socle minimal d'obligations auquel le titulaire ne peut pas déroger.

Cependant, si en dépit de l'application de ce socle minimal, le résultat décrit n'est pas atteint, le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens supplémentaires, sans supplément de prix, jusqu'à l'obtention du résultat souhaité. La responsabilité du titulaire est engagée sur la seule constatation contradictoire que le résultat n'est pas atteint, sauf à justifier, s'il le peut, une cause étrangère ayant le caractère de force majeure ou l'intervention fautive de l'administration.

Le titulaire prend les espaces à entretenir dans l'état où ils se trouvent à la notification du marché. Il ne peut prétendre à aucune indemnité pour d'éventuelles prestations de remise en état pour manque d'entretien antérieur.

4.3 Performance environnementale

Le titulaire propose, lorsque cela est pertinent, le recours à des techniques de mulching ou équivalentes évitant le ramassage de l'herbe coupée.

Il utilise prioritairement, le désherbage mécanique ou des techniques alternatives.

Pour le traitement des sols, il privilégie des produits végétaux tels que le compost de déchets extérieurs ou équivalent en remplacement des solutions chimiques classiques.

Le titulaire assure l'élimination des déchets conformément à la réglementation en vigueur. Les déchets verts sont prioritairement compostés.

Le titulaire propose dans la mesure du possible des machines utilisant une énergie alternative.

À noter que les prescriptions détaillées ci-dessus en terme d'environnement ne sont que des minimaux à atteindre.

Le titulaire est fortement invité à tendre vers une prestation 100 % écologique.

Par ailleurs, pour éviter la destruction d'espèces protégées et de leurs habitats, l'Office Français de la Biodiversité recommande de ne pas intervenir sur les haies et l'élagage des arbres entre le 15 mars et le 31 juillet, période propice à la nidification. Il est également préconisé de se rapprocher des représentants de l'Office National des Forêts et des Conservatoires d'Espaces Naturels afin de connaître les préconisations et mesures de préservation locales à mettre en œuvre.

4.4 Produits phytosanitaires

La loi relative à la transition énergétique pour la croissance interdit, depuis le 1er janvier 2017, l'utilisation des produits phytosanitaires par l'Etat, les collectivités locales et les établissements publics dans les espaces verts, à ce titre, le titulaire doit intégrer les directives du commandement résultant de la sécurité des biens et des personnes ou des missions régaliennes de l'Etat.

Le titulaire doit mettre en œuvre des procédés issus de pratiques durable ou intégrée, c'est-à-dire avec des pratiques d'entretien qui privilégient toutes les autres possibilités avant de se résoudre à employer des produits phytosanitaires.

Néanmoins, certains traitements par utilisation de produits phytosanitaires, réservée principalement à des cas exceptionnels (espèces invasives...maladies...) ou zones difficilement accessibles aux engins mécaniques de par leur nature (abords des clôtures) peuvent être effectués sous réserve de l'accord du chargé de prévention.

Les caractéristiques des produits utilisés ainsi que leurs fiches de données sécurité doivent lui être fournies.

Le prestataire conserve l'entière responsabilité de l'emploi de ces produits, notamment en ce qui concerne la végétation voisine, la sécurité des agents, la limitation de la diffusion dans l'air des substances appliquées.

Seuls les produits disposant d'une autorisation de mise sur le marché peuvent être utilisés.

Il est précisé par ailleurs que certaines matières actives contenues dans les produits disposant d'une autorisation de mise sur le marché sont suspectés d'altérer durablement la santé ou de se transférer rapidement vers les eaux ou d'être dangereuses pour l'environnement, au sens large du terme. Pour ces raisons, l'utilisation de produits comportant des molécules considérées comme toxiques, persistantes et bioaccumulables (PBT), cancérigènes, mutagènes ou repro-toxiques (CMR) perturbatrice du fonctionnement hormonal ou contenant des substances particulièrement destructrices pour les abeilles et autres insectes pollinisateurs est strictement interdite.

Aussi, le titulaire doit privilégier le plus possible des méthodes de bio-contrôle. A savoir, la mise en place d'un ensemble de méthodes de protection des végétaux basé sur l'utilisation de mécanismes naturels. Seules ou associées à d'autres moyens de protection des plantes, ces techniques sont fondées sur les mécanismes et interactions qui régissent les relations entre espèces dans le milieu naturel. Ainsi, le principe du bio-contrôle repose sur la gestion des équilibres des populations d'agresseurs plutôt que sur leur éradication. Les produits de bio-contrôle sont définis à l'article L. 253-6 du code rural et de la pêche maritime comme des agents et des produits utilisant des mécanismes naturels dans le cadre de la lutte intégrée contre les ennemis des cultures.

Ils comprennent en particulier :

- les macro-organismes ;
- les produits phytopharmaceutiques qui sont composés de micro-organismes, de médiateurs chimiques tels que les phéromones et les kairomones, ou de substances naturelles d'origine végétale, animale ou minérale.

Par ailleurs les produits dont les étiquettes présentent une phrase de risques de R39 à R40-R46 à R50-R54 et R55 et R60 à R64 ne doivent pas être utilisés (Annexe III de la directive européenne 67/548/EEC du 27 juin 1967).

Des pratiques d'entretien des espaces verts peuvent être mises en place telles que :

- la réalisation d'un plan de désherbage (document cartographique qui permet d'identifier au sein des sites l'ensemble des zones à désherber et des méthodes de désherbage à utiliser),
- la méthode de désherbage : techniques mécaniques, thermiques ou manuelles,
- la mise en œuvre d'une gestion différenciée (selon le plan de désherbage),
- le frein à la pousse des herbes (utilisation de géotextile, paillage biodégradable ou minéral),
- l'utilisation de débroussailleuses, rotatifs, rinceuses.

L'utilisation de produits nocifs pour les abeilles est strictement interdite.

4.5 Traitement des déchets

L'enlèvement des déchets, y compris de coupe, est à la charge du titulaire et doit être effectué à l'issue de chaque prestation.

Le titulaire évacue les déchets organiques et minéraux de préférence en centre de compostage ou centre de traitement agréé.

Le coût d'élimination des déchets est inclus dans les prix de chaque accord-cadre.

Il est strictement interdit de brûler les déchets sur site.

5 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les modalités d'exécution du présent CCTP sont définies par des prestations continues s'exécutant tout au long de l'année et des prestations ponctuelles exécutées à la demande de l'administration.

5.1 Prestations continues exécutées au forfait annuel

Les prestations continues s'exécutent tout au long de l'année en fonction des sites, des superficies à traiter et du nombre d'interventions indiqué en regard de chaque prestation listée au Bordereau des Prix Forfaitaires (BPF) et, selon les périodes d'intervention qui y sont fixées (cf. annexe 1 de l'acte d'engagement de chaque lot).

Dans le cas de conditions climatiques favorables ou défavorables, les dates prévues des interventions peuvent être modulées en accord avec le responsable technique du site et sans modification tarifaire. Cet accord doit être transmis, pour information, au responsable de l'administration mentionné à l'article 11.1.2.1 du CCAP.

Cela ne donnera pas lieu à une modification tarifaire.

5.2 Prestations ponctuelles exécutées à la demande

Les prestations ponctuelles, dites « à la demande », sont exécutées exclusivement après l'émission d'un bon de commande, à la survenance des besoins et aux prix unitaires indiqués au Bordereau des Prix Unitaires (BPU) des prestations ponctuelles (cf. annexe 2 de l'acte d'engagement de chaque lot).

Par ailleurs, il peut être demandé au titulaire d'effectuer des prestations hors bordereau de prix, en rapport avec l'objet de l'accord-cadre concerné, qui seront intégrées conformément aux dispositions de l'article 10.2 du CCAP portant sur les modifications définies en application d'une clause de réexamen.

Pour ces prestations, il est demandé un devis estimatif sur la base ou en rapport avec les prix de l'accord-cadre concerné.

Ces prestations peuvent être :

- Des travaux de mise en sécurité ;
- Des traitements phytosanitaires (voir chimique, fongicide) pour enrayer une surpopulation parasite spécifique (insectes proliférant anormalement, maladies bactériennes s'attaquant à la végétation, végétation envahissante...) et pour lesquels les traitements biologiques, manuels ou mécaniques ne donnent pas satisfaction ;
- Des aménagements d'espaces verts ;
- L'entretien particulier des sites ...

6 DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Les prestations sont destinées à permettre l'entretien de surfaces et terrains de sites soutenus par le GSC de Montauban. Elles doivent être réalisées dans le respect des règles de bon fonctionnement des activités de chaque site :

- en suivant rigoureusement les dispositions du plan de prévention ;
- en respectant les consignes concernant la circulation à l'intérieur des sites concernés ;
- en utilisant des véhicules et des matériels ayant satisfait aux exigences des contrôles techniques et à la réglementation en vigueur ;
- en respectant les règles de sécurité du travail ;
- en appliquant les consignes relatives aux accès sur les sites à traiter ;
- en respectant les interruptions momentanées de la prestation demandée en cas d'activités particulières sur le site (cérémonies, visites d'autorités, etc.).

Pour toutes les prestations réalisées par des engins mécaniques ne permettant pas une réalisation parfaite des prestations, une finition manuelle ou avec appareils portatifs doit être réalisée en respectant le niveau de prestation

demandée. Cela concerne en particulier, les tours d'arbres, de massifs, de bordures, de bâtiments, les aires inclinées ou difficilement accessibles et les murs d'enceinte (extérieurs et intérieurs).

NB : L'utilisation éventuelle d'un moyen de mise en hauteur ou de mise en sécurité est incluse dans le prix de la prestation, qu'elle soit continue ou ponctuelle.

6.1 Abattage d'arbres et évacuation

L'abattage d'arbres peut être réalisé avec ou sans dessouchage.

Les prestations comprennent systématiquement l'enlèvement jusqu'au niveau du sol, l'évacuation et l'élimination des déchets, en ne laissant que la souche sur place.

Le titulaire abat, dessouche et évacue les arbres morts, dépérissant, dangereux ou ne présentant aucun intérêt selon les indications du responsable du site. L'abattage des grumes est réalisé après le façonnage complet des grumes sur pied.

En cas d'urgence pour des raisons de sécurité, le titulaire doit être en mesure d'intervenir dans un délai d'urgence pour abattre un arbre ou des arbres dont la hauteur peut être supérieure à 3 m/6 m/9 m (cf. article 11.3.4 du CCAP relatif à l'exécution de la clause d'urgence).

À l'issue, les déchets végétaux doivent être évacués en décharge agréée.

6.2 Balayage et nettoyage des abords de bâtiments, des allées

Cette prestation consiste :

- À balayer et/ou ratisser sur un pourtour d'un mètre de tous les bâtiments et/ou des allées,
- Enlever les amas de débris divers (feuilles, déchets divers, terre, sable, etc.),
- Enlever les graviers,
- Éliminer les brindilles,
- Enlever la mousse,
- Arracher les mauvaises herbes et les rejets,
- Curer les caniveaux, les bouches d'écoulement des eaux de ruissellement, les rigoles et les trottoirs situés autour des bâtiments.

En aucun cas l'administration ne tolérera une interruption de l'écoulement des eaux pluviales à cause d'un amas de débris divers (feuilles, déchets divers, terre, graviers, etc.).

6.3 Broyage des parties planes et des talus et fossés

Les parties à traiter sont des surfaces planes complétées par les talus naturels ou artificiels de moins d'1,50m de hauteur et par les fossés existants dans la zone. La largeur de coupe est adaptée aux endroits à entretenir et doit faire au minimum 2m de largeur.

Les herbes et la végétation ligneuse couvrant les aires à entretenir, telles que les friches ou les accotements de voirie, doivent être broyées mécaniquement. Les déchets de coupe doivent être répartis sur toute la surface broyée.

Si en se desséchant, ils présentaient un danger en constituant un relais d'incendie, ils doivent être ramassés et évacués immédiatement, cette prestation supplémentaire fait l'objet d'un bon de commande.

La hauteur résiduelle de la végétation après passage des engins doit être de 5 cm maximum.

6.4 Broyage et fauchage des merlons et buttes

Les parties à traiter sont des surfaces artificielles inclinées constituées de remblai en terre pour protéger une installation.

L'entretien des merlons consiste à enlever la végétation. La coupe ne doit pas excéder les 8 cm.

Les herbes et la végétation ligneuse couvrant les aires à entretenir doivent être, de préférence, broyées mécaniquement. Les déchets de coupe doivent être répartis sur toute la surface broyée. Les parties hautes et/ou non accessibles par un moyen mécanique de broyage sont fauchées à l'engin portatif.

La hauteur résiduelle de la végétation après passage des engins doit être de 5 cm maximum.

Les déchets végétaux résultant de la coupe qui en se desséchant, présenteraient un danger en constituant un relais d'incendie, doivent être immédiatement ramassés et évacués. Cette prestation supplémentaire fait l'objet d'un bon de commande.

NB : Les merlons et les talus sont entretenus au moyen d'outils de type épareuse ou gyrobroyeur dans les sites suivants : LCL Normand (les fermes, les coupe-feux, les pistes, les routes, etc.).

6.5 Déboisement par zone avec évacuation

La prestation comprend l'abattage des arbres et le débitage des troncs et des branches. Ceux-ci sont évacués par le titulaire et la ramure peut être broyée sur place. Les souches restent en place et sont simplement arasées au niveau du sol.

Cette prestation est réalisée par zone complète pour l'entretien des limites de propriétés du Camp ou autres.

6.6 Déboisement par zone avec stockage

La prestation consiste à abattre des arbres et à débiter des troncs et des branches en morceaux d'un mètre. Ceux-ci sont enlevés et empilés dans le parc à bois du quartier LCL Normand pour servir de bois de chauffage aux fermes du camp.

Les branches et ramures impropres à cet usage sont broyées sur place.

Les souches restent en place, elles sont coupées à un mètre du sol pour faciliter le dessouchage en zone verte ou arasées au niveau du sol en zone orange.

Cette prestation est réalisée par zone complète pour l'entretien des coupe-feux du Camp LCL Normand.

6.7 Débroussaillage

Pour exécuter cette prestation, le titulaire doit se conformer aux prescriptions des arrêtés préfectoraux en vigueur.

Une attention particulière est portée sur la mise en place des mesures de sécurité pour la protection de l'utilisateur ainsi que des biens. Ainsi, la veille d'une intervention de débroussaillage près d'une aire de stationnement, une signalisation mise en place par le titulaire doit interdire aux véhicules de se garer sur cette zone définie et ceci afin d'éviter tous risques de dégradation suite à d'éventuelles projections lors de la réalisation de la prestation.

Le débroussaillage, consiste à :

- Nettoyer un terrain de tout élément qui pourrait, par sa combustibilité, prendre feu ou aider à la propagation d'un incendie ;
- Couper et raser la végétation herbacée ;
- Éliminer tous les arbustes situés sous les arbres ;
- Détruire la végétation herbacée et arbustive ;
- Enlever les bois morts ;
- Enlever les branches ou arbustes situés à moins de 3 mètres d'une ouverture ou d'un élément de charpente apparente au ras du sol et aux abords des bâtiments ;
- Traiter les bordures de routes, les trottoirs et les fossés présents sur la zone ;
- Ramasser divers déchets, les bois morts ainsi que les déchets de coupe qui doivent être évacués.

Tous les déchets sont évacués par l'entreprise le jour même ou, si le bénéficiaire le souhaite, répartis sur la zone broyée.

Il se fait par broyage d'une végétation essentiellement formée d'épines, de ronces, de pousses d'arbustes ou d'essences d'arbres d'une hauteur maximum de 3 mètres. Les repousses ou pousses d'arbustes ou essences d'arbres, et ce quel que soit le diamètre doivent être enlevées. La hauteur résiduelle de la végétation après passage des engins doit être de 5 cm maximum.

Le passage de l'outil ne doit en aucun cas abîmer, altérer ou détériorer les clôtures ou équipements etc.

En cas de buttes, ilots ou dénivelés (pentes) sur les zones à traiter, ceux-ci sont obligatoirement inclus dans la prestation. Ils doivent être traités avec du matériel adapté, en même temps et en respectant les mêmes spécificités afin d'obtenir un résultat homogène sur toute la zone traitée.

En raison des risques d'incendie à certaines périodes, le titulaire utilise le type de machines appropriées

Nota : La SEITA (emprise du 17^{ème} RGP), Bas-Pays, Montbeton, Montech, le CRE à Castelsarrasin, les surfaces de prairie de dépôt de munition, les station d'épuration, les fermes, les granges, les bâtisses, le village de combat, les zones forestières (quartier LCL Normand) étaient précédemment entretenus par un outil de type gyrobroyeur.

Le champ de tir de Cordes, les merlons du dépôt de munition et les fossés de la station d'épuration, les coupe-feux, les pare-feu, les pistes incendie et les routes (quartier LCL Normand) étaient précédemment entretenus par un matériel de type épareuse.

6.8 Désherbage

Le désherbage comprend les techniques suivantes : eau chaude, vapeur, brûlage mécanique ou manuel.

a) Généralités sur les traitements

Les surfaces à traiter sont :

- les plates-formes, allées, trottoirs dallés, empierrés, en calcaire, ou similaire ainsi que les moyens d'essais bétonnés,
- Les zones gravillonnées, sablées, bitumées, pavées, joints des surfaces dallées,
- Les murs d'enceintes sur une largeur de 0,50 mètre,
- Les pieds de panneaux, les bornes IGN et les regards de toutes natures,
- Les bordures et abords des bâtiments sur 1 mètre,
- Les fissures des parties goudronnées ou cimentées,
- Les chemins ou pistes non goudronnés,
- Le long des clôtures sur une largeur d'un mètre,
- Le pourtour des arbres et poteaux incendie.

Pour ce faire, le titulaire utilise prioritairement des moyens mécaniques, thermiques, manuels ou biologique (y compris anti-germinatif).

Les solutions phytosanitaires ne sont mises en œuvre que sur les surfaces, qui pour des raisons techniques, ne peuvent être traitées par l'un des moyens cités ci-dessus. Le titulaire doit tout mettre en œuvre pour limiter l'emploi des solutions phytosanitaires.

Dans le cas où un traitement chimique est incontournable, les produits utilisés doivent avoir reçu l'homologation des Ministères de l'agriculture et de la santé. Compte tenu de l'évolution législative relative à ce genre de produits, le titulaire doit se conformer en permanence aux textes, ainsi que les arrêtés préfectoraux codifiant l'emploi de ceux-ci. Le choix des produits est laissé à l'initiative du titulaire, mais un accord préalable du chargé de prévention et du responsable technique du site est nécessaire à leurs utilisations.

La fourniture de désherbant est assurée par le titulaire du marché. Les solutions non polluantes sont privilégiées.

L'utilisation d'un désherbage thermique se fait uniquement après obtention d'un permis feu auprès du service prévention de la formation bénéficiaire. Seule une personne habilitée et formée est autorisée à utiliser l'appareil servant au désherbage thermique.

Les prestations doivent assurer la destruction totale de la mousse, de la végétation herbacée et ligneuse.

Le remplacement d'arbres ou de plantes ornementales, rendu nécessaire à la suite d'une dévitalisation accidentelle est à la charge exclusive du titulaire.

a) Description des interventions de désherbage

Pour des raisons climatiques ou les besoins spécifiques du site, d'autres interventions supplémentaires en saison haute peuvent être demandées.

b) Réception des prestations et délais de garantie

Pour les travaux à l'eau chaude, vapeur ou brûlage, l'effet du traitement n'est réceptionné que trois semaines après l'intervention.

Si l'intervention de la méthode retenue n'est pas suivie d'effet, quelle qu'en soit la cause, une nouvelle opération de traitement est mise en œuvre, par et à la charge du titulaire, le plus rapidement possible et sans supplément de prix.

Les plantes séchées ou ayant résistées au traitement font l'objet d'une élimination manuelle.

Le titulaire se doit de tout mettre en œuvre pour supprimer l'emploi des solutions phytosanitaires.

L'opération de désherbage thermique est proscrite aux alentours des zones militaires sensibles et des réserves de carburant. Cette interdiction peut être étendue à d'autres espaces en cas de nécessité.

6.9 Dessouchage, évacuation de la souche et nivellement

L'arbre abattu doit être éventuellement dessouché.

Le titulaire met en œuvre les moyens qu'il juge utiles pour effectuer cette opération

L'espace libéré par l'extraction de la souche doit être comblé de terre pour reconstituer le niveau du terrain.

Pour le camp de Caylus :

- La prestation consiste à dessoucher des arbres abattus exclusivement en zone verte,
- Certains arbres compte tenu de leur ampleur nécessitent l'utilisation d'une pelle mécanique,
- Les souches sont évacuées sur la zone de stockage des déchets verts,
- Les zones dessouchées sont nivelées et roulées de manière à présenter une surface stable et uniforme exempte de trous et pierres,
- Les travaux sont réalisés par zones complètes après une prestation de déboisement pour faciliter l'entretien ultérieur des coupe-feux au broyeur.

6.10 Dévitalisation d'une souche d'arbre

Cette prestation consiste à détruire le système racinaire d'un arbre et les rejets autour de la souche.

6.11 Élagage

Les élagages des arbres sont effectués en fonction des espèces, selon les règles de l'art de l'arboriculture, et par des personnels spécialisés.

Cette prestation comprend :

- La mise en place des équipements de sécurité nécessaires à la réalisation des travaux et leur enlèvement en fin de chantier ;
- La coupe du bois ;
- L'élimination des bois morts ;
- L'élimination des rejets ;
- L'élimination des plantes grimpantes ;
- Le broyage de l'ensemble des branchages ;
- L'évacuation de l'ensemble des déchets.

Le titulaire doit respecter les consignes de sécurité conformément aux articles R4323-63 et R4323-64 du code du travail concernant les travaux en hauteur.

Le titulaire a obligation de signaler à l'administration toutes les actions nécessaires au maintien en état, visuel, de sécurité et sanitaires des zones boisées, pour dégager les lignes ou les clôtures des quartiers.

Les arbres à traiter sont : platanes, marronniers, tilleuls, cèdres, érables, chênes, peupliers en bordure de voie de circulation.

La prestation est exécutée conformément aux prescriptions du Code du Travail pour les travaux en hauteur.

Nota 1 : L'utilisation éventuelle d'une nacelle est incluse dans le prix de la prestation.

Nota 2 : L'élagage au km était exécuté à l'aide d'un engin muni d'un bras télescopique portant à son extrémité un outil de coupe constitué de plusieurs scies circulaires de type épareuse avec lamier, lors des dernières prestations au profit du camp de Caylus.

6.12 Entretien des fossés

La prestation consiste à effectuer :

- Un curage mécanique des fossés et un busage sous voiries pour laisser le passage des eaux,
- Un reprofilage du lit des fossés, celui-ci est réalisé en fonction de la quantité de sédiment tout en respectant les profils et pentes d'origine.

Les débris de végétations sont broyés. Le désherbage chimique est strictement interdit.

Cette prestation comptabilisée au kilomètre linéaire est réalisée ponctuellement pour l'entretien des fossés d'évacuations des eaux pluviales.

Nota : Le curage de fossé était exécuté à l'aide d'un godet du curage ou à la cureuse rotative sur bras lors des dernières prestations au profit du quartier LCL Normand.

6.13 Entretien des massifs

Le sol est maintenu propre par désherbage, bêchage, binage ou tout autre moyen. Les bordures sont traitées à la bêche et les fleurs fanées sont enlevées.

Tous les végétaux sont maintenus en forme et à un volume normal correspondant à chaque variété. Les époques de taille sont également fonction des variétés.

Font également partie intégrante de cet entretien à effectuer, les opérations de fumure avec apport d'engrais, l'aération et le nivellement du massif. Tout végétal vandalisé en cours de saison est retailé ou arraché.

La fourniture et la mise en place d'un désherbant sélectif, d'un engrais ainsi qu'un traitement antiparasitaire font partie intégrante de cette prestation.

6.14 Entretien et tailles des arbustes

L'entretien consiste, en plus, à faire du bêchage, du nettoyage et du désherbage au pied des végétaux.

Pour les arbustes, la taille consiste à éclaircir l'ensemble du sujet afin de dégager le centre de l'arbuste tout en respectant sa forme naturelle et à conserver la mise en fleur, le maintien de l'équilibre, le port et le rajeunissement.

Les périodes de taille sont en fonction des variétés.

Pour les rosiers classiques, type polyanthas ou à grandes fleurs, une taille dite de propreté se fait en fin de saison, courant novembre pour supprimer les fleurs fanées et les bois morts. Une taille se fait après le 15 mars pour préparer la saison de floraison. Tous ces travaux se font uniquement au sécateur.

L'évacuation de tous les déchets végétaux liée à cette prestation doit se faire dans la journée.

Toute anomalie sanitaire constatée lors de la taille et mettant en jeu la pérennité des végétaux est signalée au responsable de site.

6.15 Fauchage ou entretien des surfaces de prairies

Les zones sont fauchées de manière à avoir un tapis uniforme d'une hauteur entre 5 et 10 cm sur toutes les surfaces. La hauteur d'herbe maximale ne doit jamais être supérieure à 10 cm.

Les surfaces en herbe ou se trouvant en zone de régénération naturelle sont fauchées à l'aide de moyens mécaniques. Le fauchage est manuel partout où les engins ne peuvent avoir accès. Ailleurs, le titulaire peut utiliser tous les moyens adaptés au site avec l'accord du responsable technique du site. Le titulaire doit prendre toutes les précautions pour ne pas blesser les arbres ou détériorer le matériel en place et procède, si nécessaire, aux finitions à la main. Le titulaire veille à l'affûtage des lames afin d'obtenir une coupe franche.

L'enlèvement des produits de coupe se fait après chaque passage et au plus tard dans la journée.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que le fauchage peut intervenir éventuellement sur des surfaces ayant une certaine déclivité.

6.16 Ramassage de feuilles mortes, aiguilles de pins et autres

La prestation consiste à enlever et ramasser les feuilles mortes, les aiguilles de pins, le bois mort et les détritiques divers (papiers). Le titulaire assure les interventions nécessaires à l'obtention d'un "site propre" sur :

- Les zones concernées par la tonte,
- Les allées, les cheminements, les abords de bâtiments, de trottoirs et des caniveaux, les terrains de sport, les chaussées.

La prestation finale est réalisée par balayage des chaussées et vidage des regards et avaloirs pour l'évacuation des eaux pluviales.

6.17 Recalibrage de haie

Cette prestation comprend :

- La mise en place des équipements de sécurité nécessaires à la réalisation des travaux et leur enlèvement en fin de « chantier » ;
- Le rabattage d'un mètre de la haie ;
- L'élimination des bois morts ;
- Le broyage de l'ensemble des branchages ;
- L'évacuation de l'ensemble des déchets.

Le titulaire a obligation de signaler à l'administration toutes les actions nécessaires au maintien en état, visuel, de sécurité et sanitaires des zones boisées, pour dégager les lignes ou les clôtures des quartiers.

La prestation est exécutée conformément aux prescriptions du Code du Travail pour les travaux en hauteur.

6.18 Régénération d'un terrain de rugby

Cette prestation comprend :

- Le défeutrage qui consiste à griffer le sol sur une profondeur de 2 à 4 mm pour retirer la couche de chaume (ou feutre) existante entre le sol et le gazon ; déraciner les mauvaises herbes avec ramassage simultané des déchets,
- Le carottage qui consiste à aérer le sol au moyen de louchets creux (de 12 à 20 mm de diamètre) et permettre d'extraire une carotte (environ 300 à 400 trous au m² et sur une profondeur de 10 à 12 cm environ). Cette opération est nécessaire dans le cas de terrains ayant du feutre, une couche végétale supérieure trop limoneuse ou dans le cas d'une compaction du sol en surface. Les carottes sont alors soit émiettées ou retirées,
- Le décompactage qui consiste à décompacter le sol en profondeur, en créant des puits de drainage de 20 à 30 cm environ (en fonction des arrosages préalables à la prestation),
- Le sablage qui consiste à épandre du sable 0/4 mm lavé roulé avec une sableuse spécifique de grande capacité (sable fournit par le titulaire),
- L'égaillement de la surface par traîne rigide afin d'incorporer le sable dans les puits drainants,
- Le regarnissage qui consiste à l'aide d'un semoir à disques à semer des graines sur le terrain à la dose de 20 gr/m² (3 ray-grass),
- La fertilisation qui consiste à épandre de l'engrais désherbant (environ 200kg à la charge du titulaire).

Pour favoriser le décompactage, le stade doit être arrosé copieusement durant 2 jours minimum selon la météo. Les arroseurs sont localisés par le bénéficiaire (fiches fluorescentes). Le terrain doit être tondu à 4 cm de hauteur maximum pour les réalisations de décompactage et de défeutrage.

Le chargement et l'évacuation de déchets est à la charge du titulaire.

6.19 Taille des haies

La prestation consiste à préserver l'esthétisme de l'arbre (couronne et tronc) par nettoyage, entretien et accompagnement par suppression du bois mort ou dépérissant, des branches en excès et des doublons, suppression des gourmands, rejets et drageons sur tronc, collet et charpentières, ainsi que de la végétation parasite (lierre, gui...).

La taille des haies doit être effectuée dans les règles de l'art préconisées pour ce type de prestation. Les haies longeant les clôtures ou murs sont taillées. La hauteur de coupe est définie par les responsables de sites.

Les haies vives et taillis déjà formés sont taillés mécaniquement sur une hauteur maximale de 4 m.

L'entretien des haies comprend le nettoyage aux pieds des massifs.

L'évacuation de tous les déchets végétaux liés à cette prestation doit se faire dans la journée.

6.20 Taille de sécurité

Cette taille consiste à modifier ou ajuster tout ou une partie du volume de l'arbre par rapport à une contrainte, candélabres, mâts d'arrosage, bâtiment, circulation routière, réseaux aériens, etc.

Elle consiste dans l'ablation de branches. Le prestataire doit veiller à l'homogénéité de taille dans le cas de végétaux faisant partie d'un même alignement.

Arbres à traiter : platanes, marronniers, tilleuls, cèdres, érables, chênes, peupliers en bordure de voie de circulation.

Nota : L'utilisation éventuelle d'une nacelle est incluse dans le prix de la prestation.

6.21 Tonte des zones engazonnées

Les pelouses sont tondues de manière à maintenir une hauteur uniforme sur toutes les surfaces.

Cette prestation peut être réalisée avec ou sans ramassage des déchets de tonte (mulching).

La prestation de tonte intègre la finition des pourtours, trottoirs adjacents et bordures (balayage, feuilles etc.) y compris le long des obstacles, dépressions et autres emplacements difficiles d'accès, ainsi que le nettoyage de la zone (enlèvement des déchets divers, bois morts, feuilles tombées au sol et accumulées, les herbes sont coupées avec le même soin par tous moyens appropriés).

La coupe doit être uniforme, afin de donner un aspect soigné aux espaces. Après chaque passage, la zone ne doit présenter ni trous, ni marques d'ondulation, ni traces de raccords ou de roues.

La hauteur de coupe doit être comprise entre 5 et 7 cm et ne doit en aucun cas être inférieure à 5 cm.

Si la technique du mulching n'est pas utilisée, les pelouses doivent être débarrassées des produits de tonte et des détritiques (papiers, plastiques, bouteilles, ...). Ils sont enlevés dans la journée même et évacués par le titulaire. Aucun dépôt ne doit être fait dans les allées. Les produits de tontes projetés sur les allées de circulation ou les aires non engazonnées doivent être ramassés et évacués.

Sauf en cas de mulching, les déchets de tonte doivent être évacués immédiatement, en décharge spécialisée.

6.22 Taille de végétation grimpante

La taille consiste à éliminer la végétation grimpante (lierre, etc.) proliférant sur les murs de bâtiment ou de clôture, afin de maîtriser son développement. Dans tous les cas, la taille doit stopper la végétation pour ne pas atteindre les gouttières ou le sommet du mur.

6.23 Entretien des 11 fermes hébergeant les troupes de passage

- Débroussailler les abords des parkings et murets, les pieds des murs et murets, sur une surface d'un rayon de 150m autour des zones bâties en respectant les constructions, les parcelles, les buissons et arbres dominants (entre 4 et 10 ha par site) ;

- Élaguer les arbres et les haies de la zone ;

- Entretenir les fossés.

6.24 Entretien des 2 granges majeures (bâtisses servant d'abris ponctuels aux troupes de passage)

- Débroussailler les abords des parkings et murets, les pieds des murs et murets, sur une surface d'un rayon de 50m autour des zones bâties en respectant les constructions, les parcelles, les buissons et arbres dominants (2 ha « Cornière sud » - 1 ha Moulin de « la Verrière ») ;

- Élaguer les arbres et les haies de la zone ;

- Dégager les fossés.

6.25 Entretien des 15 bergeries (bâtisses servant d'abris ponctuels aux troupes de passage)

- Débroussailler les abords des parkings et murets, les pieds des murs et murets, sur une surface d'un rayon de 50m autour des zones bâties en respectant les constructions, les parcelles, les buissons et arbres dominants (environ 1 ha par site) ;
- Élaguer les arbres et les haies de la zone ;
- Dégager les fossés.

6.26 Entretien de 4 bâtisses du patrimoine

- Débroussailler les abords des parkings et murets, les pieds des murs et murets, sur une surface d'un rayon de 50m autour des zones bâties en respectant les constructions, les parcelles, les buissons et arbres dominants (environ 1 ha par site) ;
- Élaguer les arbres et les haies de la zone ;
- Dégager les fossés.

6.27 Entretien village de combat (bâtisses servant d'abris ponctuels aux troupes de passage)

- Débroussailler les abords des parkings et les pieds des murs et murets, sur une surface d'un rayon de 50m autour des zones bâties en respectant les constructions, les parcelles, les buissons et arbres dominants (environ 12 ha) ;
- Élaguer les arbres et les haies de la zone ;
- Dégager les fossés.

6.28 Entretien des Coupe-feu (CF) circulaire

La superficie théorique des coupe-feu concernée est de 124 hectares, la partie à traiter est de **102 hectares**. La largeur de ces coupe-feu est égale à 30 mètres. Les travaux préconisés par gyrobroyage représentent 83 hectares. Les travaux préconisés par épareuse représentent 21 hectares.

Le positionnement des coupe-feux sur le camp de Caylus apparaît dans le plan n°1 – Coupe feux circulaire.

Les prestations comprennent : **les coupe-feux n° : 0, 5, 6, 7 et 8.**

Le débroussaillage et la tonte de l'herbe sont réalisés, de préférence, mécaniquement. Cette opération doit être réalisée sans détruire les panneaux routiers, les panneaux de signalisation, les têtes de buse, les glissières de sécurité qui sont implantés sur les surfaces à traiter.

Sur ces coupe-feux se trouvent des pistes en terre et des routes pourvues de fossés, talus, accotements, banquettes et massifs naturels. Le tout doit être entretenu.

Au moins une coupe par an doit être réalisée, afin d'assurer la protection incendie des pare-feu. Les profils de ces derniers ne doivent pas être touchés.

Nota 1 : Particularité du coupe-feu n° 8

2600 mètres longent la D 85, sa largeur reste de 30 m mais les 10 mètres d'emprise de la route n'appartiennent pas à l'armée. Cette emprise comprend les fossés, talus, banquette et ne sont donc pas compris dans les prestations à réaliser.

Nota 2 : Les surfaces ne sont données qu'à titre indicatif. Il appartient donc au soumissionnaire de vérifier toutes les surfaces et mesures avant la remise de son offre.

Nota 3 : Les prestations doivent être réalisées à partir du mois de juin voire juillet au plus tard.

6.29 Entretien des Pare-feu (PF)

La superficie théorique des pare-feu concernée est de 111 hectares, la partie à traiter est de 92 hectares. La largeur de ces pare-feu est égale à 30 mètres.

Le positionnement des pare-feu (LLO, PEN, CF) sur le camp de Caylus apparaît dans le plan n°2.

Les prestations comprennent les CF n° 1 et 11, les LLO n° 1, 2, et 3, les PEN n°1, 2 et 3.

Le débroussaillage et la tonte de l'herbe sont réalisés, de préférence, mécaniquement. Cette opération doit être réalisée sans détruire ou abîmer les barrières, les panneaux routiers, les panneaux de signalisation, les têtes de buse, qui sont implantés sur les surfaces à traiter.

Sur ces pare-feu se trouvent des pistes d'une granulométrie de 0/20mm et des routes pourvues de fossés, talus, merlons, banquettes, accotements et massifs naturels dont l'entretien est compris au titre de ce marché. Les zones avec un fort dénivelé doivent également être entretenues.

Au moins une coupe par an doit être réalisée, afin d'assurer la protection incendie des pare-feu sans toucher aux profils de ceux-ci.

Nota 1 : A titre informatif, précédemment, les travaux réalisés par un outil de type gyrobroyeur représentaient 70 hectares et par un outil de type épareuse environ 22 hectares.

Nota 2 : Les prestations doivent être réalisées à partir du mois de juin voire juillet au plus tard.

6.30 Entretien des pistes incendie

Le réseau de pistes, revêtues d'une granulométrie de 0/20mm, représente une longueur de 48 km dont 14 km sont sur des CF ou PF. Soit une surface totale à entretenir de 24 hectares dont 7 sur des CF ou PF. L'entretien des accotements de ces pistes comprend les fossés, les talus, les têtes de buses et les massifs naturels. Cet entretien se fait mécaniquement.

Positionnement des pistes incendie sur le camp de Caylus : voir plan n° 3 – Pistes incendie

Cette opération doit être réalisée sans détruire les barrières, les panneaux routiers, les panneaux de signalisation, les têtes de buses, qui sont implantés sur les surfaces à traiter.

Au moins une coupe par an doit être réalisée, afin d'assurer la protection incendie sans toucher aux profils des accotements.

Nota : la piste incendie n°3 et les portions des pistes n°5 et 18 en zone rouge ne sont pas comprises au titre des prestations à réaliser.

6.31 Entretien des routes

Le réseau routier concerné représente une longueur de 63 km dont 40 km sont sur des CF ou PF. Soit une surface totale à entretenir de 51 hectares dont 38 sur des CF ou PF. L'entretien des accotements, tête de buses fossés, talus et de tous les massifs naturels se fait mécaniquement.

Positionnement des routes à entretenir : voir plan n° 4 – Les routes

Cette opération doit être réalisée sans détruire les barrières, les panneaux routiers, les panneaux de signalisation, les têtes de buses, qui sont implantés sur les surfaces à traiter.

Au moins une coupe par an doit être réalisée, afin d'assurer la protection incendie sans toucher aux profils des accotements.

Nota : la portion de la route n°6 en zone rouge n'est pas comprise au titre des prestations à réaliser.

Dans les zones forestières, le terrain est très pierreux.

6.32 Entretien des 2 relais de transmission DIGICOM (antenne relais et bâtiment technique)

- Maintenir en prairie une surface d'un rayon de 50m autour des zones bâties en respectant les constructions, les parcelles, les buissons et arbres dominants (environ 1 ha par site) ;
- Débroussailler par épareuse les abords des clôtures ;
- Élaguer les arbres et les haies de la zone ;
- Dégager les fossés ;
- Désherber les zones clôturées ;
- Opération à réaliser 3 fois par an.

6.33 Clause d'urgence

En raison de circonstances imprévues et à titre exceptionnel, une ou plusieurs prestations peuvent être réalisées dans un court délai, le titulaire doit sur demande du bénéficiaire être en mesure d'intervenir dans un délai restreint. Ce délai est défini dans l'annexe 2 de l'acte d'engagement (Cadre « Délai intervention clause d'urgence »). Il s'agit d'une prestation à la demande. Le bon de commande mentionne la prestation commandée qui est précédée de la mention « clause d'urgence » (cf. article 11.3.4 du CCAP relatif à l'exécution de la clause d'urgence).

Ce type de prestations peut être demandé dans le cas d'urgences liées à la sécurité des personnes ou des infrastructures (abattage d'arbre, suppression de branches gros diamètres...), de risques d'incendie en fonction des conditions climatiques (débroussaillage...) ou dans le cas de prises d'armes ou de visites d'autorités non programmées.

6.34 Rabattage d'arbres

Cette prestation consiste à une taille bien plus « sévère » qu'un élagage et comprend :

- La mise en place des équipements de sécurité nécessaires à la réalisation des travaux ainsi que leur enlèvement ;
- La coupe de façon sévère des tiges, branches ou gros rameaux d'un arbre ;
- La suppression des branches hautes et des branches intérieures ;
- Le raccourcissement de certaines branches afin d'améliorer la remise en forme ;
- La coupe à la base des branches mal placées ;
- Le broyage de l'ensemble des branchages ;
- L'évacuation de l'ensemble des déchets.

6.35 Entretien et tailles des rosiers

La taille des rosiers doit être effectuée dans les règles de l'art, préconisées pour ce type de prestation. Pour les rosiers classiques type polyanthas ou à grandes fleurs, une taille dite de propreté se fait en fin de saison, courant novembre pour supprimer les fleurs fanées et les bois morts. Une taille se fait après le 15 mars pour préparer la saison de floraison.

6.36 Entretien du ruisseau : Quartier Vergnes

La prestation consiste à remettre en état et entretenir une partie du cours d'eau Merdagnou, qui longe le mur d'enceinte sur en amont et en aval de la grille au quartier Vergnes :

En Amont :

- La mise en place des équipements de sécurité nécessaires à la réalisation des travaux ainsi que leur enlèvement en fin de chantier ;
- L'enlèvement des embâcles les plus gênants (branches et troncs d'arbres accumulés entravant fortement la circulation naturelle de l'eau) ;
- L'entretien de la végétation des rives par élagage ou recépage ponctuel, sans dessoucher afin de ne pas déstabiliser les berges (2 versants) ;
- Le déplacement ou le retrait des débris et atterrissements de sédiments (amas de terre et de vase apportés par les eaux) afin de maintenir le cours d'eau dans son profil d'équilibre et de permettre l'écoulement naturel des eaux ;
- La suppression de végétaux se développant dans la zone d'écoulement du cours d'eau ;
- L'enlèvement de la végétation à hauteur du mur d'enceinte ;
- La taille de la végétation à hauteur d'homme sur la partie grillagée.

En Aval :

- La mise en place des équipements de sécurité nécessaires à la réalisation des travaux ainsi que leur enlèvement en fin de chantier ;
- L'enlèvement des embâcles les plus gênants (branches et troncs d'arbres accumulés entravant fortement la circulation naturelle de l'eau) ;
- L'entretien de la végétation des rives par élagage ou recépage ponctuel, sans dessoucher afin de ne pas déstabiliser les berges (2 versants) ;

- Le déplacement ou le retrait des débris et atterrissements de sédiments (amas de terre et de vase apportés par les eaux) afin de maintenir le cours d'eau dans son profil d'équilibre et de permettre l'écoulement naturel des eaux ;
- La suppression des végétaux se développant dans la zone d'écoulement du cours d'eau ;
- L'enlèvement de végétaux sur le mur d'enceinte.

La forme du ruisseau ne doit pas être modifiée et l'habitat des espèces présentes ne doit pas être impacté par ces prestations.

6.37 Suppression d'une branche de fort diamètre

Cette prestation consiste à la suppression, rabattage et coupe d'une branche de fort diamètre (> à 25 cm). Elle peut être demandée en cas de risque de danger aux personnes ou aux biens.

6.38 Prestations complémentaires

Différents types de prestations complémentaires peuvent être commandées, telles que la mise en place de benne, la location de nacelle et de mini-pelle de tracteur, la mise en place de personnel supplémentaire etc.

7 EXIGENCES ET CONTRAINTES PARTICULIERES

Le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions ci-après :

7.1 Clauses générales d'exécution des prestations

Les traitements doivent, dans le meilleur des cas et en collaboration avec le chargé de prévention ou d'environnement, s'appuyer sur des solutions sans produits phytosanitaires.

L'objectif est d'utiliser la bonne technique au bon moment et de privilégier des méthodes non chimiques en combinant des techniques de gestion biologique, physique et génétique.

Le titulaire s'engage à assurer les prestations d'entretien des espaces extérieurs et des terrains de l'ensemble des emprises avec les moyens nécessaires, de façon à effectuer ses prestations dans des conditions de qualité irréprochable. **Il a de ce fait une obligation de résultat.**

Les prestations sont réalisées suivant les règles de l'art et conformément aux prescriptions réglementaires en vigueur qu'elles soient précisées ou non dans les différentes pièces du marché.

Le titulaire ne doit pas toucher au profil des fossés.

En effectuant la visite des sites (cf. article 2.7 du règlement de la consultation pour voir les modalités pour chaque lot), le titulaire a pris connaissance des sites, des possibilités d'accès, des règlements de l'administration, des règlements particuliers et d'une manière générale de toutes les particularités pouvant de quelque manière que ce soit influencer sur l'exécution ou la qualité des prestations.

Il est informé que tous les sites sont soumis à des contraintes d'accès liées à la sécurité et aux activités opérationnelles. L'accès aux sites peut être refusé en cas de contrainte opérationnelle.

7.2 Exigences du personnel

7.2.1 Circulation du personnel

La circulation des personnels doit être strictement limitée à l'accès de la zone des prestations. La signalisation routière et le sens de circulation doivent être respectés. L'absence de signalisation entraîne une pénalité prévue au CCAP – Article 11.7.

Les véhicules ou engins de manutention du ministère des Armées sont prioritaires sur tout autre déplacement, de ce fait les voies de circulation ne doivent pas être encombrées.

À la fin de chaque séance de travail, les véhicules et les engins sont impérativement garés aux emplacements définis sur le plan de prévention.

7.2.2 Encadrement du personnel

Il appartient au titulaire de prendre les dispositions nécessaires pour assurer les prestations exigées et de mettre en place les effectifs nécessaires à une bonne exécution de la prestation.

Le titulaire doit obligatoirement affecter en permanence au chantier un responsable de l'encadrement pour assurer la discipline du personnel, le mode d'exécution des prestations et, d'une manière générale l'application des clauses du C.C.T.P.

Il est assisté d'agents en nombre et qualification suffisantes qui ont les habilitations nécessaires à l'application des différents produits et à la conduite des engins qu'ils utilisent.

Il doit se rendre aux convocations de la personne publique en cas d'insuffisance d'encadrement ou de consignes particulières au personnel en place ou de prestations non ou mal exécutées.

7.2.3 Vêtements de travail – port du badge

Le titulaire doit doter le personnel d'exécution de vêtements de travail ou de protections réglementaires portant l'indication du nom de la société.

L'absence d'identification ou de logo de la société sur la tenue ou le véhicule entraîne une pénalité prévue à l'article 11.7 du CCAP.

Aucun agent n'est admis s'il n'est pas muni de son badge délivré par l'organisme ou s'il présente une tenue négligée.

7.2.4 Comportement du personnel

Le personnel du titulaire doit faire preuve de discrétion et d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers. Il doit se garder de tout bruit intempestif dans ses conversations et dans l'usage du matériel. Il est interdit d'utiliser le matériel de l'établissement.

Le bénéficiaire se réserve le droit d'interdire l'accès des locaux et de demander le remplacement immédiat d'un ou plusieurs agents jugés par lui indésirables ou ne donnant pas satisfaction et après préavis donné au titulaire de l'accord-cadre.

7.3 Horaires de travail

Les prestations sont effectuées dans les plages horaires suivantes :

Du lundi au jeudi : de 8 h 00 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 17 h 30

Le vendredi : de 8 h 00 à 11 h 45.

À la demande de l'entreprise titulaire du marché, une plage horaire peut être étudiée. Dans ce cas, une demande écrite est effectuée auprès du bénéficiaire.

Avant la sortie de l'établissement, les badges doivent être rendus et les pièces d'identités récupérées.

7.4 Contraintes opérationnelles

Des contraintes opérationnelles sont à prendre en compte dans le fonctionnement d'un régiment ou d'un camp. Le planning d'exécution des travaux que doit fournir le titulaire avant le début de sa prestation peut donc être revu en fonction de ces contraintes.

Pour le camp LCL Normand, le BAIT peut, pour des raisons de sécurité, ajourner temporairement (au minimum une journée) la prestation de débroussaillage d'une zone. Le titulaire du marché est prévenu 48h avant l'intervention. Cet arrêt ne peut en aucun cas entraîner une compensation financière.

7.5 Protection contre les incendies

Le titulaire doit à ses frais et sous sa responsabilité, prendre les mesures de protection contre l'incendie. Ces mesures comprennent :

- la lutte contre les feux pouvant être provoqués par les petits matériels, débroussailleuses, tronçonneuse, broyeuse et autres, relevant de sa responsabilité,
- la lutte contre les feux pouvant être provoqués par chacun des véhicules ou engins à moteur thermique relevant de sa responsabilité,

- l'obligation de désigner, sur le chantier, un responsable assurant tous les arrêts de travail, l'extinction des feux et le contrôle des mesures de sécurité.

De plus, il est rappelé qu'il est interdit pendant toute la durée du contrat et durant la totalité des travaux d'allumer des feux sur l'ensemble des sites entretenus.

7.6 Consigne de sécurité pyrotechnique

Dans le cadre de certains travaux, le titulaire va être amené à intervenir sur les différentes zones du camp LCL Normand sur lequel existe un risque pyrotechnique. Avant la réalisation des prestations, une note relative à ces risques lui est communiquée.

En effet, la préparation opérationnelle des unités impose l'emploi sur le camp de munitions réelles. Malgré l'application des règles de sécurité inhérentes à ce type d'activités, le risque pyrotechnique ne saurait être considéré comme nul.

Il est donc indispensable que le titulaire soit sensibilisé à ce risque ainsi que l'ensemble de son personnel (ou agissant sous sa responsabilité) intervenant sur le site.

Il convient notamment pour le responsable des travaux :

- de passer chaque matin au BAIT du CFIM 11^{ème} BP – 6^{ème} RPIMa, afin de prendre connaissance des directives journalières du camp.
- de procéder conjointement avec un personnel de l'antenne de Caylus de l'USID de Montauban à une reconnaissance préliminaire systématique de sécurité de la zone de travaux,
- de faire appliquer par l'ensemble du personnel de la société (ou agissant sous sa responsabilité) les mesures de vigilance et de bon sens, consistant en particulier à vérifier l'absence de tout engin suspect par une inspection visuelle avant d'entrer dans une zone et à ne rien toucher en cas de doute,
- d'informer l'ensemble du personnel de la société (ou agissant sous sa responsabilité) de la procédure à mettre en œuvre en cas de découverte d'engin suspect, via la fiche de procédure en cas de découverte d'engin suspect qui est remise au titulaire.

7.8 Hygiène/sécurité et conditions de travail

7.8.1 Matériels

Le titulaire assure la fourniture des matériels nécessaires pour assurer les prestations demandées. Aucun matériel ni outillage n'est mis à disposition par le bénéficiaire.

Le titulaire doit favoriser l'utilisation de matériels et véhicules respectueux de l'environnement (maîtrise des consommations et des coûts d'utilisation, réduction des nuisances, sélection des carburants utilisés, matériels électriques...).

Ces matériels sont mis en place dans les conditions rappelées dans l'instruction n°300612 du 16 mars 1998. Ils doivent obligatoirement être conformes et contrôlés selon la réglementation en vigueur. À ce titre, sur demande de l'administration, le titulaire doit pouvoir fournir les attestations de contrôle, vérifications, conformités des différents matériels utilisés par rapport aux normes et règlements de sécurité (rapport de vérification pour le matériel astreint à un contrôle périodique).

Le titulaire doit s'assurer que les agents ayant à manipuler les différents équipements, qu'ils soient à moteur ou non, soient formés, pourvus des autorisations et habilitations nécessaires et en pleine connaissance des consignes de sécurité applicables aux engins qu'ils manipulent. Sur demande de l'administration, le titulaire doit pouvoir fournir les preuves d'habilitations de ses personnels.

Le stationnement des engins peut être autorisé en accord avec le responsable technique de l'emprise.

Le bénéficiaire se réserve le droit d'interdire les matériels défectueux ou dont l'utilisation serait susceptible de provoquer des dégradations ou des nuisances.

Le titulaire fournit toutes les machines, outillages, appareillages, carburants, fournitures et produits et accessoires nécessaires à l'exécution de ses prestations. Ces matériels doivent être en parfait état de fonctionnement, conformes aux normes CE relatives aux équipements de travail, aux consignes édictées par les fabricants et à la législation en vigueur et à jour de leurs vérifications périodiques.

Toute fourniture ou la location d'équipements spéciaux est également à la charge du titulaire.

Le prêt de matériel ou d'outillage par l'administration ou à l'administration est strictement interdit.

Le titulaire veille, conformément aux dispositions mises en place dans le cadre du plan de prévention (le dossier de prévention peut être mis à disposition par la cellule prévention de la formation bénéficiaire, sur demande), à utiliser des matériels peu bruyants afin de limiter les nuisances sonores et pourvus des protections contre toutes projections de projectiles pendant leur utilisation.

Aucun matériel ne doit demeurer sur le site une fois la(es) prestation(s) exécutée(s).

En cas de remplacement d'un matériel, pour vérification de conformité avec les normes et règlement de sécurité, le titulaire fournit au responsable désigné de l'administration, la notice technique précisant notamment la provenance et l'origine du matériel de remplacement.

Le titulaire doit remettre sur simple demande de l'administration, les attestations de contrôle, vérifications, conformités des différents matériels utilisés par rapport aux normes et règlements de sécurité. Tout matériel défectueux doit être mis hors service et remplacé par le titulaire à ses frais par un matériel équivalent conforme.

Les échafaudages ou échelles doivent obligatoirement être conformes aux normes et à la réglementation notamment en terme de sécurité.

Les frais de réparation des dégradations causées au cours de l'exécution des prestations, par les personnels du titulaire, aux locaux ou à tout autre équipement, ainsi qu'aux voies de circulation sont imputés au titulaire.

Pour autant, le titulaire a la possibilité de changer ses matériels après avoir averti, par courrier ou par mail, le responsable de l'administration mentionné à l'article 11.1.2.1 du CCAP en indiquant la désignation du nouveau matériel et en joignant sa fiche technique.

En cas de panne survenant dans un délai ne permettant pas au titulaire de prévenir le responsable de l'administration avant réalisation d'une prestation, le titulaire avertit, avant le début des prestations, le responsable de l'émission des bons de commande et du suivi d'exécution de l'accord-cadre mentionné à l'article 11.1.2.2 du CCAP. À l'issue, il prévient par courrier ou par mail le responsable de l'administration mentionné à l'article 11.1.2.1 du CCAP.

7.8.2 Produits et matériaux

Le titulaire fournit tous les produits adaptés et nécessaires à l'exécution des prestations.

Ces produits ne doivent être ni corrosifs, ni émettre de vapeur pouvant provoquer des dommages.

Dans la mesure du possible, ces produits doivent posséder l'écolabel européen ou NF environnement.

Rappel : la liste des produits utilisés est remise au chargé de prévention de chaque site, accompagnée de leurs FDS (fiches de données sécurité) et des fiches toxicologiques.

La nature des produits doit être conforme aux objectifs de protection de l'environnement fixés par la réglementation énoncée à l'article 4 du présent document.

Le titulaire est tenu d'utiliser des produits de traitement et d'amendement des sols conformes à l'écolabel européen.

Pour tous produits qu'il envisage d'utiliser, il doit fournir une fiche d'identification technique du produit ainsi que la fiche de données de sécurité pour les produits biologiques (désherbants naturels, débroussaillants...), fiches fournies par le fabricant au titulaire.

Aucun produit ne peut être utilisé s'il n'a reçu son autorisation de mise sur le marché (Autorisation Provisoire de Vente A.P.V ou Homologation). Toute application pour un usage ne figurant pas sur l'étiquette est interdite.

Conformément à la loi n° 2014-110 du 06 février 2014 visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national, le ministère des armées ne peut plus utiliser sur certains sites, dans un premier temps sur les lieux ouverts ou accessibles au public, les produits phytopharmaceutiques mentionnés à l'articles L.253-1 du code rural et de la pêche maritime et renvoyant notamment au règlement européen (CE) n°

1107/2009 du parlement européen et du conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits pharmaceutiques.

Le ministère s'engage à respecter un certain nombre de pratiques respectueuses de l'abeille et notamment à ne pas utiliser des produits toxiques et de pesticides dans l'entretien des espaces verts pour sauvegarder les abeilles et les pollinisateurs sauvages.

Toute précaution doit être prise pour que les produits et matériaux ne laissent aucune trace sur le sol. Le stockage en vrac de produits pulvérulents est interdit. Il appartient au titulaire de mettre en place des bacs de rétention avec séparation des catégories de produits. Aucun matériel ou produit ne doit être abandonné en dehors des emplacements autorisés ou laissé sans rangement après chaque intervention, sous peine de leur évacuation sans préavis par le responsable technique du site et aux frais du titulaire.

Le titulaire prend toutes les dispositions pour ne pas rendre directement ou indirectement responsable la personne publique de pollutions ou de nuisances dues à l'utilisation de ses produits. Il est responsable des végétaux qui périraient du fait d'une « mauvaise » utilisation de ceux-ci et doit les remplacer à ses frais.

Les déchets de végétaux doivent faire l'objet d'une valorisation, notamment par un centre de compostage ou de méthanisation, chaque fois que possible. L'obligation légale de valorisation des bio-déchets au-delà des seuils fixés par l'arrêté du 12 juillet 2011 (fixant les seuils définis à l'article R.542-225 du code de l'environnement) est rappelée au titulaire.

Le transvasement de produits dans des contenants non appropriés ou mal étiquetés est pros crit.

En outre, le rinçage des appareils, l'évacuation des résidus et des emballages doivent être conformes à la réglementation environnementale, et ce, à la charge du titulaire.

Provenance, qualité et préparation des terres et matériaux :

La terre végétale destinée à toute plantation doit être exempte de pierres, de mottes d'argile, racines, herbes, terre de sous-sol ou autres matières indésirables. La terre végétale mise en place est débarrassée des herbes et décompactée si nécessaire.

Le chargé de prévention ou son représentant refuse toute terre végétale ne correspondant pas aux normes de qualité.

D'une manière générale, le titulaire doit privilégier les fertilisants naturels et des techniques alternatives.

7.9 Modalités spécifiques d'exécution des prestations

Les fournitures d'énergie électrique et d'eau nécessaires à l'exécution proprement dite des prestations sont assurées gratuitement par les formations militaires bénéficiaires.

Le titulaire s'engage à en faire un usage cohérent en évitant le gaspillage. Les bornes à eau doivent notamment être refermées après usage. Le souci de la préservation de la **ressource en eau** fait partie des obligations du titulaire qui doit prendre toutes les dispositions pour ne pas laisser couler l'eau inutilement.

Le branchement électrique du matériel doit être effectué selon les règles de l'art et conformément à la réglementation en vigueur. Le titulaire doit éviter toute utilisation superflue des énergies mises à sa disposition. En particulier, il veille à ce que l'utilisation de **l'énergie électrique** soit strictement limitée au temps nécessaire à l'exécution des prestations.

Les techniques mises en œuvre pour assurer les prestations doivent préserver l'aspect visuel, l'environnement, les équipements associés aux espaces extérieurs (bordures, trottoirs, etc.) et **la sécurité des personnes**.

En particulier, les techniques utilisées pour l'entretien des espaces extérieurs autorisent la co-activité avec les occupants des zones en traitement.

Toutes les précautions sont prises pour éviter la **détérioration du terrain**, en particulier lors de la traversée d'engins.

Toute **dégradation** causée au cours de l'exécution des prestations, par les personnels ou matériels du titulaire, aux locaux ou équipements, aux voies de circulation, ainsi que l'obstruction des canalisations d'évacuation d'eau est à la **charge du titulaire**.

Le titulaire doit avertir son personnel que :

- L'usage des matériels et équipements des locaux de l'administration (informatique, téléphone, photocopieurs, télécopieurs, etc.) lui est **interdit**.
- Tout objet trouvé, toute anomalie constatée ou toute dégradation doit être signalé au service général ou au responsable de suivi.

Le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires **afin d'éviter un départ de feu** et se munit de tous les moyens adaptés à proximité du lieu de travail. Chaque engin est **équipé de deux extincteurs maintenus en bon état de fonctionnement**.

Le titulaire ne doit jamais laisser travailler un personnel seul. Les prestations sont effectuées obligatoirement par une équipe **d'au moins deux personnes**.

7.10 Locaux et lieux de stockage

Aucun local n'est mis à disposition du titulaire.

Les personnels de l'entreprise ont l'usage des sanitaires de la collectivité conformément aux règles d'hygiène et de sécurité et dans les conditions fixées dans l'instruction n°300612 du 16/03/1998.

7.11 Installation et fin des prestations

7.11.1 État des lieux en début de prestation

Avant le début d'exécution des prestations, le bénéficiaire laisse le site en parfait état et évacue tous les différents gravats apparents et tous les objets pouvant gêner la bonne utilisation des machines du titulaire.

Dès la notification de chaque accord-cadre, les bénéficiaires, le contrôleur de prestations et le titulaire se réunissent sur les sites. Un état des lieux est établi, tant pour tirer tous renseignements utiles à la bonne marche du travail que pour vérifier leur état et présenter ses réserves éventuelles avant le démarrage de toute prestation. Ultérieurement, il n'est plus admis à faire des réserves.

Un procès-verbal est dressé et signé contradictoirement. Toute difficulté rencontrée par le titulaire ou/et le bénéficiaire pour la mise en place du « chantier » doit être notifiée au Représentant du Pouvoir Adjudicateur. Le titulaire prend les espaces à entretenir dans l'état où ils se trouvent à la notification de l'accord-cadre. Il ne peut prétendre à aucune indemnité pour d'éventuelles prestations de remise en état pour manque d'entretien antérieur.

7.11.2 Local et aire de stockage de matériel

Le titulaire fait une demande écrite au bénéficiaire pour demander la disposition d'une aire de terrain, dans l'enceinte de l'emprise. Le titulaire doit poser une clôture pour la sécurisation de ses engins. Il peut installer éventuellement des abris modulaires pour le stockage, les locaux (de chantier) temporaires nécessaires à ses activités dans le cadre de l'accord-cadre (bureau, vestiaire, magasin, etc.).

Ces locaux sont en tout point conformes à la législation en vigueur et tenus dans un état de propreté irréprochable. Tout écart à ce dernier point peut faire l'objet d'une exclusion définitive du site.

Le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien des installations, y compris éventuellement les voies d'accès et les abords.

7.11.3 Plan de prévention

Préalablement au début d'exécution des prestations, dans les 15 jours ouvrés suivant la notification du marché, le titulaire effectue, en présence du représentant de l'administration chargé de la prévention, une visite de tous les sites destinés à déterminer et apprécier les risques et modes opératoires liés à la prestation et conduire à l'élaboration d'un plan de prévention, validé par l'administration.

Aucune activité ne peut débuter tant que ce document n'est pas validé par l'administration.

Un exemplaire est remis aux personnels du titulaire. Ce plan de prévention peut faire l'objet si nécessaire de mises à jour.

7.11.4 Signalisation et marquage des zones d'intervention

Toutes les dispositions concernant la signalisation des zones d'intervention, fixes et mobiles, sont exigées (balisage des zones de tonte...) de manière à prévenir et protéger les usagers des dangers potentiels existant à proximité de ces zones. L'absence de signalisation pour entraîner une pénalité prévue au CCAP.

Le titulaire convient avec le bénéficiaire du type d'avertissement et de marquage à mettre en place sur les zones d'intervention, et des délais nécessaires (pour prévoir le stationnement des véhicules, l'interdiction de circuler, ...).

La signalisation est mise en œuvre dans les zones intéressant la circulation automobile.

Elle doit être conforme au plan de prévention.

Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation de l'intervention se révèle différente de celle prévue à l'origine.

La signalisation au droit des prestations et la signalisation de déviation automobile si nécessaire, est réalisée par le titulaire.

Le personnel du titulaire intervenant sur le site sous circulation doit être doté d'un baudrier, ou d'un gilet rétro-réfléchissant.

7.11.5 Nettoyage pendant et à la fin des prestations

Outre l'enlèvement des déchets cités supra, les zones d'intervention doivent toujours être maintenue en parfait état de propreté. S'il y a lieu, le titulaire procède à ses frais au nettoyage et au balayage de sols, chaussées, trottoirs et abords immédiatement après exécution des prestations.

7.11.6 État des lieux en fin de contrat

À la fin de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à laisser les espaces à entretenir en parfait état de propreté.

7.11.7 Intégrité des biens et ouvrages

Lors de l'exécution des prestations, le titulaire prend soin de ne pas endommager les biens, ouvrages, installations de tout ordre et espaces environnants (y compris la clôture d'enceinte). À cette fin, il prend, en accord avec le bénéficiaire, toutes les mesures et dispositions utiles quant à leur protection et sauvegarde. Les frais de réparation des dégradations qui pourraient être causés au cours d'exécution des prestations par le titulaire, lui sont imputés.

En outre, quelle que soit leur nature, les prestations d'entretien ne doivent entraîner aucune modification structurelle des espaces aménagés. Leurs tracés et reliefs initiaux, en plan et en niveau, doivent être particulièrement respectés.

Toute modification que le titulaire est amené à proposer en vue d'améliorer l'aspect fonctionnel ou esthétique des espaces verts concernés et/ou d'en faciliter l'entretien, doit être soumise à l'approbation préalable du bénéficiaire.

7.11.8 Dispositions relatives à la valorisation des déchets et produits évacués

Pour l'ensemble des prestations demandées, et conformément à la réglementation en vigueur, la totalité des déchets et produits (produits de tontes, de tailles et d'abattage, bois morts ou branchage...) doit être évacuée, valorisée ou mise en décharge autorisée, par le titulaire, à ses frais, le jour même de l'intervention.

Le titulaire s'engage à respecter la réglementation en vigueur. Les bordereaux de suivi de déchets (BSD) doivent être transmis après chaque prestation effectuée au chargé d'environnement ou de prévention.

Compte tenu de l'évolution constante du traitement des déchets et de la réglementation environnementale, le titulaire peut proposer de nouvelles filières d'élimination-valorisation conformes à cette réglementation.

8 REUNIONS, CONTROLES ET VERIFICATIONS DES PRESTATIONS

8.1 Réunions

Dans les 10 jours ouvrés suivant la notification du marché, une réunion de lancement est organisée par GSC de Montauban en présence du titulaire. L'objet de cette réunion est d'effectuer le point sur la mise en place de la prestation, de faire la relecture du contrat dont la revue des obligations administratives et techniques du titulaire. Le procès-verbal est rédigé par le GSC de Montauban et signé par les deux parties.

Une réunion annuelle est programmée ; cette réunion doit faire le point sur les prestations réalisées et à réaliser, sur les dysfonctionnements et sur les améliorations à apporter pour satisfaire aux différentes exigences résultant des prestations. Un compte rendu, rédigé par le GSC de Montauban, est réalisé à l'issue de la réunion.

Au cours de l'année, des réunions peuvent être programmées à la demande du GSC de Montauban ou du titulaire. Chacun fait part de ses difficultés respectives, de ses observations ou de ses suggestions qui permettent, le cas échéant, de prendre les dispositions qui s'imposent en proposant des modifications ou des corrections éventuelles.

8.2 Surveillance technique

8.2.1 Chef d'équipe

Les personnels du titulaire intervenants sur le site sont placés sous la seule responsabilité d'un chef d'équipe dont le nom et le n° de téléphone est communiqué lors de la réunion de lancement de marché. Il est l'interlocuteur privilégié du responsable du site ou de son représentant.

Le chef d'équipe doit être présent tout au long de la phase d'exécution de la prestation mais peut également être œuvrant.

Le contrôle technique est assuré par les responsables techniques de l'administration désignés en fonction des responsabilités d'emprises.

8.2.2 Cahier de liaison

Un cahier de liaison est mis en place dès la date de début des premières prestations sur chaque site par le titulaire de l'accord-cadre. Il est placé dans un endroit accessible aux deux parties et doit être visé par les représentants de chaque partie. Son emplacement est défini lors de la réunion de lancement.

Les prestations effectuées par le titulaire doivent y être consignées **quotidiennement**. Les moyens (matériel et personnel) utilisés, les zones de travail et les problèmes rencontrés, doivent apparaître dans ce document. Les remarques éventuelles et toutes les consignes concernant l'exécution des prestations ou les problèmes rencontrés y sont mentionnées.

8.3 Calendriers prévisionnels

8.3.1 Prestations sous emprise SCA

Afin de coordonner au mieux la réalisation des prestations par le titulaire, un calendrier prévisionnel d'exécution des prestations est établi dans les quinze (15) jours suivant la notification du marché entre le titulaire et l'Administration, puis en début de chaque trimestre (1^{ère} semaine de chaque début de trimestre à compter du début d'exécution avec pour exemple : identification des semaines d'intervention pour la tonte d'un site). Ce planning doit faire apparaître de manière précise les périodes d'intervention prévues pour chaque prestation forfaitaire (dates de début et fin d'intervention).

Cette programmation est communiquée au bénéficiaire, au contrôleur de prestation des pôles pour chaque site et au responsable administratif de la PFC Sud mentionné à l'article 11.1.2.1 du CCAP dans les 15 jours suivants la date de notification du marché et dans les 15 jours de chaque reconduction.

Le non-respect des délais de transmission du calendrier entraîne une pénalité prévue à l'article 11.7 du CCAP. Elle permet également de planifier judicieusement les prestations d'entretien nécessitant une attention particulière préalablement à certaines grandes manifestations.

Ce calendrier doit permettre aux formations bénéficiaires de programmer dans le temps les différentes prestations à réaliser.

Il peut être modulé, révisé au fur et à mesure de son exécution en fonction des conditions climatiques, de l'échéancier des besoins, des calendriers, des événements organisés par les formations bénéficiaires.

Le titulaire désigne un responsable chargé de l'établissement du calendrier et fournit ses coordonnées (Téléphone, Mail, ...).

8.3.2 Prestations sous emprise SID

Des contraintes opérationnelles sont à prendre en compte dans le fonctionnement du camp de Caylus. Le titulaire doit fournir un planning d'exécution des travaux un mois avant le début de sa prestation. La rédaction de ce planning se fait en liaison avec l'antenne Unité de Soutien d'Infrastructure de la Défense (USID) de Caylus et le bureau accueil instruction tir (BAIT) du camp. Il pourrait être revu en fonction de leurs contraintes.

Les responsables du camp peuvent, pour des raisons de sécurité, ajourner temporairement (au minimum 1 journée) la prestation de débroussaillage d'une zone. Le titulaire du marché est prévenu 48h avant l'intervention. Cet arrêt ne peut en aucun cas engendrer une compensation financière.

Concernant l'entretien des coupe-feux, des pistes incendie et des routes situés dans l'emprise du camp de Caylus (82), le titulaire s'engage à fournir le tableau de suivi des prestations effectuées et le planning prévisionnel à chaque étape de l'exécution de la prestation à l'antenne de l'USID de Caylus.

La société désigne un responsable chargé de l'établissement du planning prévisionnel et fournit ses coordonnées (Téléphone, Mail, ...).

8.4 Pendant la période de préparation

Le titulaire, quinze jours avant le démarrage des prestations doit prendre contact avec le bénéficiaire pour la délivrance des autorisations d'accès.

Le titulaire :

- Établit un plan de prévention avec le chargé de prévention du camp de Caylus ;
- Fournit un planning calendaire d'intervention sur le camp ;
- Transmet la liste nominative des personnels, leur date et lieu de naissance au bénéficiaire ;
- Transmet la liste des véhicules, matériels et engins ayant à pénétrer sur le chantier et nécessaires aux prestations.

Le non-respect des délais de transmission des éléments cités ci-dessus entraîne une pénalité prévue à l'article 11.7 du CCAP.

8.5 En cours d'exécution

Avant chaque intervention, le titulaire doit passer au BAIT pour confirmer l'emplacement de la zone d'intervention.

Un rapport de chaque réalisation de prestation est établi, les éléments suivants y sont notés :

- La nature des prestations des zones concernées ;
- Les dates de début et de fin des prestations ;
- La mise à jour du planning ;
- Les éventuels comptes rendus d'anomalies.

8.6 Après achèvement des prestations

La synthèse des rapports hebdomadaires des prestations effectuées et de la liste des comptes rendus d'anomalies est transmise sous forme de rapport final, dans les quinze jours suivants la réalisation de la prestation.

Le non-respect des délais de transmission du rapport final entraîne une pénalité prévue à l'article 11.7 du CCAP.

8.7 Contrôles

Les différents types de contrôles sont :

- les contrôles programmés,
- les contrôles inopinés.

8.7.1 Les contrôles programmés

Les contrôles programmés permettent de vérifier que le niveau de qualité est conforme à celui attendu.

La date et l'heure du contrôle sont confirmées au titulaire par courriel au minimum 48 heures avant le contrôle.

Ces contrôles doivent constituer l'occasion d'un dialogue à propos de la qualité de la prestation effectuée et de son amélioration.

Tout contrôle fait l'objet d'un rapport, et si besoin, le titulaire doit effectuer des actions correctives dans les cinq jours ouvrés suivant réception de ce rapport.

8.7.2 Les contrôles inopinés

Ils ont pour objet de réagir à une dégradation manifeste de la qualité des prestations ne correspondant pas à l'obligation de résultat.

Deux procédures concernant ces contrôles :

- soit par fiche de communication (annexe 3 au présent CCTP) qui est systématiquement renseignée et adressée au titulaire afin de le prévenir immédiatement des difficultés rencontrées et de déclencher des actions correctives immédiates ;
- soit par un contrôle spontané qui fait l'objet d'un rapport avec communication d'annexes (par ex. fiches de contrôle, photos, etc.).

En cas d'infraction, il est fait application des pénalités et/ou des réfections prévues aux articles 11.7 et 11.8 du CCAP.

9 ANNEXES

Annexe 1 : instruction n°300612/DEF/DFP/PER/5 ;

Annexe 2 : fiche d'instruction pour les risques pyrotechniques ;

Annexe 3 : fiche de communication.